

Art. 4. De bepalingen van dit decreet treden in werking bij de installatie van de Regering volgend op de algehele hernieuwing van het Waals Parlement.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JÉHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1045 (2018-2019) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202465]

29 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.164;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels, l'article 19, alinéa 2;

Vu le rapport du 26 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 21 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} mars 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la demande commune des organisations professionnelles représentatives d'acheteurs agréés et de producteurs datée du 13 novembre 2018 et reçue le 3 décembre 2018,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels, modifiée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 21 mars 2013 et 10 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au B., 4, les mots « 1,50 euros » sont remplacés par les mots « 2,00 euros »;

2° au C., 1, le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° Par point de pénalisation l'acheteur agréé applique une réduction de prix d'une valeur comprise entre 0,75 euro au minimum et 2,00 euros au maximum par 100 litres de lait. Au sein de cette fourchette, l'acheteur fixe une valeur unique du point de pénalisation et l'applique pour attribuer toute réduction de prix applicable aux livraisons payées pendant l'intervalle de temps qui correspond à la fréquence d'établissement des documents de paiement visée au D., 1. »;

3° au C., 1, 3°, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : " 3° Qualité bactériologique : elle est déterminée par le dénombrement des micro-organismes, conformément à l'annexe 2, 1, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2001 fixant les méthodes de référence et les principes des méthodes de routine pour la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait fourni aux acheteurs. Le résultat pris en compte est la moyenne géométrique, constatée sur une période de deux mois au maximum, d'au moins quatre résultats effectifs répartis de façon équilibrée sur cette période. Le nombre exact de résultats effectifs par période et la durée de la période utilisés dans le calcul du résultat sont fixés de manière identique pour tous les producteurs d'un même acheteur agréé, selon les modalités définies en application

de l'article 11, 4°, c. Si le nombre de résultats effectifs d'un producteur sur la période fixée n'est pas suffisant, ou si leur répartition sur cette période n'est pas équilibrée, le résultat pris en compte est déterminé par l'application des modalités également définies en application de l'article 11, 4°, c. »;

4° au C., 1, 4°, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : " 4° Teneur en cellules somatiques : elle est déterminée par le dénombrement des cellules somatiques, conformément à l'annexe 2, 2, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2001 fixant les méthodes de référence et les principes des méthodes de routine pour la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait fourni aux acheteurs. Le résultat pris en compte est la moyenne géométrique, constatée sur une période de trois mois au maximum, d'au moins dix résultats effectifs répartis de façon équilibrée sur cette période. Le nombre exact de résultats effectifs par période et la durée de la période utilisés dans le calcul du résultat sont fixés de manière identique pour tous les producteurs d'un même acheteur agréé, selon les modalités définies en application de l'article 11, 4°, c. Si le nombre de résultats effectifs d'un producteur sur la période fixée n'est pas suffisant, ou si leur répartition sur cette période n'est pas équilibrée, le résultat pris en compte est déterminé par l'application des modalités également définies en application de l'article 11, 4°, c. »;

5° au C., 1, 5°, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : " 5° Propreté visible : elle est déterminée par l'épreuve de filtration, conformément à l'annexe 2, 5, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2001 fixant les méthodes de référence et les principes des méthodes de routine pour la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait fourni aux acheteurs. Le résultat pris en compte est le résultat effectif obtenu sur une période d'un mois, à condition que ce résultat effectif réponde aux modalités définies en application de l'article 11, 4°, c. Si cette condition n'est pas remplie, le résultat pris en compte est déterminé par l'application des modalités également définies en application de l'article 11, 4°, c. »;

6° au C., 2, l'alinéa unique est remplacé par ce qui suit : « Substances inhibitrices : leur détection est réalisée conformément à l'annexe 2, 3, de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2001 fixant les méthodes de référence et les principes des méthodes de routine pour la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait fourni aux acheteurs. Lorsque leur présence est constatée dans l'échantillon d'une livraison, une retenue égale à la valeur, en euros, de la quantité de lait totale de cette livraison est appliquée de manière à ce que la quantité de lait totale de cette livraison ne soit pas payée. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Namur, le 29 avril 2019.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202465]

29. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Änderung von Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.164;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen, Artikel 19 Absatz 2;

Aufgrund des Berichts vom 26. März 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 21. Februar 2019 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde;

Aufgrund des am 1. März 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung binnen einer Frist von dreißig Tagen in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der gemeinsamen Anfrage der repräsentativen Berufsorganisationen der zugelassenen Käufer und Erzeuger vom 13. November 2018, die am 3. Dezember 2018 eingegangen ist,

Beschließt:

Artikel 1 - Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 21. März 2013 und vom 10. Dezember 2015 wird wie folgt abgeändert:

b) unter Punkt B., 4 wird die Wortfolge "1,50 Euro" durch die Wortfolge "2,00 Euro" ersetzt.

2° unter Punkt C., 1 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt: "1° Pro Strafpunkt wendet der Käufer eine Preisminderung zwischen mindestens 0,75 Euro und höchstens 2,00 Euro pro 100 Liter Milch an. Innerhalb dieser Bandbreite setzt der Käufer einen einheitlichen Wert für den Strafpunkt fest und wendet ihn an, um jede Preisminderung für Lieferungen, die während des Zeitintervalls bezahlt wurden, das der Häufigkeit der Erstellung der Dokumente für die Zahlung gemäß D., 1 entspricht, zu verrechnen;

3° unter C., 1, Ziffer 3 wird der erste Absatz durch das Folgende ersetzt: "3° Bakteriologische Qualität: sie wird bestimmt durch die Auszählung der Mikroorganismen gemäß Anhang 2, 1 des Ministerialerlasses vom 6. November 2001 zur Festlegung der Referenzmethoden und der Grundlagen der Routinemethoden für die amtliche Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch. Das berücksichtigte Ergebnis ist der geometrische Durchschnitt von wenigstens vier über einen Zeitraum von höchstens zwei Monaten festgestellten tatsächlichen Ergebnissen, die über diesen Zeitraum ausgewogen verteilt sind. Die genaue Anzahl der tatsächlichen Ergebnisse pro Zeitraum und die Dauer des Zeitraums, der für die Berechnung des Ergebnisses herangezogen wird, werden für alle Erzeuger desselben zugelassenen Käufers nach den Verfahren gemäß Artikel 11 Ziffer 4 Buchstabe c in

gleicher Weise festgelegt. Reicht die Anzahl der tatsächlichen Ergebnisse eines Erzeugers während des festgelegten Zeitraums nicht aus oder ist ihre Verteilung über diesen Zeitraum nicht ausgewogen, so wird das zu berücksichtigende Ergebnis nach den ebenfalls gemäß Artikel 11 Ziffer 4 Buchstabe c definierten Verfahren bestimmt.”;

4° unter C., 1, Ziffer 4 wird der erste Absatz durch das Folgende ersetzt: “4° Gehalt somatischer Zellen: sie wird bestimmt durch die Auszählung der somatischen Zellen gemäß Anhang 2, 2 des Ministerialerlasses vom 6. November 2001 zur Festlegung der Referenzmethoden und der Grundlagen der Routinemethoden für die amtliche Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch. Das berücksichtigte Ergebnis ist der geometrische Durchschnitt von wenigstens zehn über einen Zeitraum von höchstens drei Monaten festgestellten tatsächlichen Ergebnissen, die über diesen Zeitraum ausgewogen verteilt sind. Die genaue Anzahl der tatsächlichen Ergebnisse pro Zeitraum und die Dauer des Zeitraums, der für die Berechnung des Ergebnisses herangezogen wird, werden für alle Erzeuger desselben zugelassenen Käufers nach den Verfahren gemäß Artikel 11 Ziffer 4 Buchstabe c in gleicher Weise festgelegt. Reicht die Anzahl der tatsächlichen Ergebnisse eines Erzeugers während des festgelegten Zeitraums nicht aus oder ist ihre Verteilung über diesen Zeitraum nicht ausgewogen, so wird das zu berücksichtigende Ergebnis nach den ebenfalls gemäß Artikel 11 Ziffer 4 Buchstabe c definierten Verfahren bestimmt.”;

5° unter C., 1, Ziffer 5 wird der erste Absatz durch das Folgende ersetzt: “5° Sichtbare Sauberkeit: sie wird bestimmt durch einen Filtrationstest gemäß Anhang 2, 5 des Ministerialerlasses vom 6. November 2001 zur Festlegung der Referenzmethoden und der Grundlagen der Routinemethoden für die amtliche Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch. Das berücksichtigte Ergebnis ist das über einen Zeitraum von einem Monat hinweg erzielte tatsächliche Ergebnis, unter der Bedingung, dass dieses tatsächliche Ergebnis den in Artikel 11, 4°, c festgelegten Modalitäten entspricht. Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so wird das berücksichtigte Ergebnis durch die Anwendung der Modalitäten bestimmt, die ebenfalls in Anwendung von Artikel 11, 4°, c definiert werden.”;

6° unter C., 2, wird der einzige Absatz durch das Folgende ersetzt: “Hemmstoffe: sie werden nachgewiesen gemäß Anhang 2, 3 des Ministerialerlasses vom 6. November 2001 zur Festlegung der Referenzmethoden und der Grundlagen der Routinemethoden für die amtliche Bestimmung der Qualität und der Zusammensetzung der den Käufern gelieferten Milch. Falls Hemmstoffe in der Probe einer Lieferung festgestellt werden, so wird ein Betrag in Höhe des Wertes der gesamten Milchmenge dieser Lieferung in Euro einbehalten, so dass die gesamte Milchmenge dieser Lieferung nicht bezahlt wird.”.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2019 in Kraft.

Namur, den 29. April 2019

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202465]

29 APRIL 2019. — Ministerieel besluit tot wijziging van bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen

De Minister van Landbouw,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikel D.164;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen, inzonderheid op artikel 19, lid 2;

Gelet op het rapport van 26 maart 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 21 februari 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gemeenschappelijk verzoek van 13 november 2018 uitgaande van de representatieve beroepsorganisaties van erkende kopers en van producenten, ontvangen op 3 december 2018,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 21 maart 2013 en 10 december 2015, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt B., 4, worden de woorden “1,50 euro” vervangen door de woorden “2,00 euro”;

2° in C., 1, wordt punt 1° vervangen door wat volgt : « 1° Per strafpunt past de erkende koper een prijsvermindering tussen minstens 0,75 euro en hoogstens 2,00 euro per 100 liter melk toe. In deze prijsmarge stelt de koper een eenheidswaarde voor het strafpunt vast en past het toe om elke prijsvermindering toe te kennen die van toepassing is op de leveringen die betaald worden in het tijdsinterval overeenstemmend met de frequentie waarmee de betaaldocumenten bedoeld in D.1 worden opgesteld.”;

3° in C., 1, 3°, wordt lid 1 vervangen door wat volgt : « 3° Bacteriologische kwaliteit : zij wordt bepaald door de telling van de micro-organismen overeenkomstig bijlage 2, 1, van het ministerieel besluit van 6 november 2001 tot vaststelling van de referentiemethoden en de principes van de routinemethoden voor de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers. Het overwogen resultaat is het over een periode van hoogstens twee maanden vastgestelde geometrisch gemiddelde van minstens vier daadwerkelijke, evenwichtig over die periode gespreide resultaten. Het juiste aantal daadwerkelijke resultaten per periode en de duur van de periode die gehanteerd worden in de berekening van het resultaat worden voor alle producenten van éénzelfde erkende koper

identiek vastgesteld, volgens een methode, bepaald overeenkomstig artikel 11, 4°, c. Als het aantal effectieve resultaten van een producent over de vastgestelde periode ontoereikend is, of als er geen sprake is van een evenwichtige verdeling over deze periode, wordt het overwogen resultaat bepaald door toepassing van de methode die eveneens omschreven is overeenkomstig artikel 11, 4°, c.”;

4° in C., 1, 4°, wordt lid 1 vervangen door wat volgt : « 4° Gehalte aan somatische cellen : zij wordt bepaald door de telling van de somatische cellen overeenkomstig bijlage 2, 2, van het ministerieel besluit van 6 november 2001 tot vaststelling van de referentiemethoden en de principes van de routinemethoden voor de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers. Het overwogen resultaat is het over een periode van hoogstens drie maanden vastgestelde geometrisch gemiddelde van minstens tien daadwerkelijke, evenwichtig over die periode gespreide resultaten. Het juiste aantal daadwerkelijke resultaten per periode en de duur van de periode die gehanteerd worden in de berekening van het resultaat worden voor alle producenten van éénzelfde erkende koper identiek vastgesteld, volgens een methode, bepaald overeenkomstig artikel 11, 4°, c. Als het aantal effectieve resultaten van een producent over de vastgestelde periode ontoereikend is, of als er geen sprake is van een evenwichtige verdeling over die periode, wordt het overwogen resultaat bepaald door toepassing van de methode die eveneens omschreven is overeenkomstig artikel 11, 4°, c.”;

5° in C., 1, 5°, wordt lid 1 vervangen door wat volgt : « 5° Zichtbare zuiverheid : zij wordt bepaald door de filtratieproef overeenkomstig bijlage 2, 5, van het ministerieel besluit van 6 november 2001 tot vaststelling van de referentiemethoden en de principes van de routinemethoden voor de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers. Het overwogen resultaat is het daadwerkelijk resultaat, verkregen over een periode van één maand, op voorwaarde dat dit resultaat aan de methode voldoet, omschreven overeenkomstig artikel 11, 4°, c. Als deze voorwaarde niet vervuld is, wordt het overwogen resultaat bepaald door toepassing van methode die eveneens overeenkomstig artikel 11, 4°, c, omschreven wordt.”;

6° in C., 2, wordt het enig lid vervangen als volgt : « Remstoffen : zij worden opgespoord overeenkomstig bijlage 2, 3, van het ministerieel besluit van 6 november 2001 tot vaststelling van de referentiemethoden en de principes van de routinemethoden voor de officiële bepaling van de kwaliteit en de samenstelling van melk geleverd aan kopers. Wanneer de aanwezigheid ervan vastgesteld wordt in het staal van een levering, wordt er een bedrag ingehouden gelijk aan de in euro uitgedrukte waarde van de totale melkhoeveelheid van deze levering, zodat de totale melkhoeveelheid van deze levering niet betaald wordt.”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Namen, 29 april 2019.

R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/11411]

28 MARS 2019. — Ordonnance portant assentiment au Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya, le 15 octobre 2010

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya, le 15 octobre 2010, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. § 1^{er}. Sous réserve du paragraphe 2, les annexes au Protocole additionnel, adoptées en application de l'article 30, alinéa 2, de la Convention sur la diversité biologique du 5 juin 1992, sortiront leur plein et entier effet.

§ 2. Dans les trois mois suivant son adoption, le Gouvernement notifie au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale toute annexe communiquée par le Dépositaire.

Dans les six mois suivant la notification du Gouvernement, le Parlement peut s'opposer à ce que l'annexe sorte son plein et entier effet.

Art. 4. § 1^{er}. Sous réserve du paragraphe 2, les modifications des annexes au Protocole additionnel, adoptées en application de l'article 30, alinéas 2 et 3, de la Convention sur la diversité biologique du 5 juin 1992, sortiront leur plein et entier effet.

§ 2. Dans les trois mois suivant son adoption, le Gouvernement notifie au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale toute modification d'annexe communiquée par le Dépositaire.

Dans les six mois suivant la notification du Gouvernement, le Parlement peut s'opposer à ce que la modification d'annexe sorte son plein et entier effet.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/11411]

28 MAART 2019. — Ordonnantie houdende instemming met het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010, zal volkomen gevolgd hebben.

Art. 3. § 1. Onder voorbehoud van paragraaf 2 zullen de aanvullende bijlagen bij het Protocol, die met toepassing van artikel 30, tweede lid van het Verdrag inzake biologische diversiteit van 5 juni 1992 aangenomen worden, volkomen gevolgd hebben.

§ 2. De Regering meldt elke bijlage die werd meegedeeld door de Depositaris binnen een termijn van drie maanden na de aanneming ervan aan het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Binnen een termijn van zes maanden na de mededeling van de Regering kan het Parlement zich ertegen verzetten dat de bijlage volkomen gevolgd zal hebben.

Art. 4. § 1. Onder voorbehoud van paragraaf 2 zullen de wijzigingen van de bijlagen bij het Aanvullend Protocol, die met toepassing van artikel 30, tweede en derde lid, van het Verdrag inzake biologische diversiteit van 5 juni 1992 aangenomen worden, volkomen gevolgd hebben.

§ 2. De Regering meldt elke wijziging van bijlage die werd meegedeeld door de Depositaris binnen een termijn van drie maanden na de aanneming ervan aan het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Binnen een termijn van zes maanden na de mededeling van de Regering kan het Parlement zich ertegen verzetten dat de wijziging van bijlage volkomen gevolgd zal hebben.